

L'économie entre science, empirisme et idéologie.

Conférence au GREP Midi-Pyrénées, transcrite dans le numéro d'octobre 2007 de la revue *Parcours*

Dans sa présentation, René Dervaux a fait allusion à mes livres. Leur intérêt est toutefois limité : ce sont des livres un peu particuliers qui ne traitent pas de la réalité mais de la théorie dominante en économie, dont le rapport avec la réalité est loin d'être clair. En revanche, je pense que s'il y a un livre que vous pouvez lire, c'est *La richesse des nations* d'Adam Smith, agréable à lire, une belle construction théorique. Il y a des passages un peu barbants, quand il parle de monnaie, d'étalon monétaire, etc... Mais, justement, là est la différence entre Adam Smith et les économistes actuels : il a un certain nombre d'idées, il les amène doucement, et il les illustre avec un tas d'exemples concrets tirés de son époque, ou d'époques précédentes. C'est ainsi qu'il explique que les riches construisent des châteaux, des grandes résidences, mais finalement ça n'est pas complètement perdu parce qu'ensuite ils s'en vont et il y a d'autres gens qui les récupèrent, et les réutilisent. Il rappelle aussi l'exemple du lit de mariage de Jacques II avec une princesse danoise, un magnifique lit qu'il s'était fait construire pour leur mariage, qu'il avait fait ensuite venir du Danemark ; et maintenant, dit-il, ce lit se trouverait dans une taverne entre Oxford et je ne sais où, et les gens viennent l'admirer. Alors c'est devenu un bien qui sert pour la population, etc. Il y a plein de petites histoires comme ça qui sont intéressantes et qui illustrent son propos. Il est clair qu'Adam Smith était un libéral, à une époque où le libéralisme s'installait. Il se battait pour le libéralisme, mais il faut voir ce qui existait auparavant. En même temps, ce n'était pas un ultralibéral. La dernière partie de son livre est consacrée à l'intervention de l'Etat : il pensait que l'Etat devait intervenir dans certains secteurs importants. Donc, je pense que s'il y a un économiste dont je peux recommander la lecture, c'est Adam Smith. Ce n'est pas sur le monde actuel, mais sur un monde qui n'en est pas fondamentalement différent, et on y apprend donc beaucoup de choses qui nous font réfléchir sur ce qui se passe encore actuellement, même si on n'est pas forcément d'accord avec tout ce que dit Smith, qui donne le point de vue de la bourgeoisie éclairée de son époque. On constate que les économistes actuels reprennent souvent des idées anciennes, puis ils essaient de les mettre à une certaine sauce – mathématique, entre autres – mais dans le fond il n'y a pas grand chose de nouveau sous le soleil.

A propos de la mauvaise réputation des économistes

Les économistes ont mauvaise presse, comme vous l'avez dit en me présentant : ils veulent imposer leurs idées, etc. Je pense que les choses sont plus compliquées que ça. Ils forment une tribu très hétéroclite, avec beaucoup de points de vue. Il est notoire qu'ils sont tout le temps en train de se

chamailler entre eux, y compris ceux qui se situent dans le même univers théorique, et ceux qui font l'économie mathématique. Il n'y a pas d'unité entre eux, ce qui est un symptôme qu'il n'existe pas une science établie sur laquelle tout le monde serait d'accord. La question qui se pose aussi est de savoir pourquoi ils ont une si mauvaise réputation. Il y a un site internet de blagues sur les économistes, alors qu'il n'y en a pas sur les sociologues ou sur les historiens. *A priori*, pourtant, les gens qui font de l'économie, qui étudient l'économie, qui entreprennent des études d'économie, ont souvent des motivations sérieuses. Ils se préoccupent des problèmes de la société, ils veulent savoir pourquoi il y a du chômage, de la pauvreté, etc., pour ensuite rechercher des moyens pour les diminuer ou, si possible, les faire disparaître. Si vous prenez des traités d'économie, ou les rapports de la Banque Mondiale ou du FMI, vous pouvez constater que leurs auteurs sont préoccupés par ces questions-là, et je pense que c'est sincère. J'ai un certain respect pour les étudiants qui veulent faire des études d'économie. D'ailleurs, le drame actuel, c'est qu'on n'a plus beaucoup d'étudiants en économie : la grande majorité voulant faire de la gestion, du marketing, du trading, de la finance, parce qu'ils s'imaginent qu'ils vont ainsi faire fortune. C'est un peu l'air du temps, malheureusement. Les gens qui veulent étudier l'économie et qui continuent dans ce domaine sont plus concernés par la gestion de la société, du bien collectif, et c'est en cela qu'ils méritent notre respect.

Alors pourquoi ont-ils une si mauvaise image ? Il y a d'abord la mauvaise qualité des prévisions qu'ils font : il est notoire qu'ils se trompent régulièrement. Ils le reconnaissent d'ailleurs facilement quand ils sont entre eux ; ils sont assez lucides là-dessus. Les études dans les revues spécialisées sont d'ailleurs prudentes dans leurs formulations et prévisions. Mais les réserves disparaissent dans les présentations médiatiques, parce que c'est plus simple et parce que les économistes veulent donner l'image de gens qui savent de quoi ils parlent, et auxquels il faut donc faire confiance, en finançant leurs études et eux mêmes. A cela s'ajoutent les publications académiques des économistes avec leurs tonnes d'équations, accessibles à un tout petit groupe d'initiés, mais qui peuvent faire penser qu'on atteint un niveau de précision pas trop éloigné de la branche des sciences qui utilise le plus les mathématiques, la physique. Les revues étant classées selon leur densité en équations, il en sera de même avec les centres de recherche et les Universités. Vous en savez quelque chose ici à Toulouse, où par un système de cooptation, une « école » s'est constituée autour de quelques noms connus dans la profession pour leur savoir faire mathématique (la plupart étant d'ailleurs passé par une grande école scientifique), avec une politique astucieuse de marketing et une dose suffisante d'équations, qui disparaissent avec leurs auteurs, mais peu importe. Ce qui compte, c'est l'effet d'affichage.

On peut dire aussi la même chose à propos des lauréats du « prix Nobel » - en réalité, prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel – que les économistes se sont fabriqués à la fin des années 1960. Le propos est de faire passer le message qu'ils sont des scientifiques aussi valables et sérieux que ceux qui reçoivent des prix pour leurs découvertes en physique, en chimie, en médecine. Il

ne faudrait surtout pas les confondre avec les sociologues, les politicologues ou les historiens, qui sont loin d'avoir atteint leur degré de rigueur, selon eux.

Les « prix Nobel » en économie : le cas de Milton Friedman

Parlons des Prix Nobel en économie. La première question qu'on se pose à leur propos est : quelles ont été leurs découvertes ou leur apport dans la connaissance en ce qui concerne l'économie ? Alors qu'en physique, chimie, médecine, chaque lauréat a apporté quelque chose à nos connaissances – même si l'apport peut être plus important pour certains que pour d'autres – en économie la question n'est pas de savoir combien chacun a apporté, mais s'il existe *un seul* apport marquant ou significatif. Il est ainsi clair qu'il n'existe aucune loi ou relation causale précise sur laquelle tous les économistes seraient d'accord. Prenons le cas de Milton Friedman, mort récemment, qui est considéré comme une figure marquante en économie. A l'origine de modèles astucieux, il a eu un impact important dans les années 1970. Ultralibéral, idéologue dans l'âme, il a toutefois essayé de donner une base scientifique à ses préjugés – à la différence de Hayek, idéologue pur et incohérent –, notamment en ce qui concerne le rôle néfaste sur l'économie des manipulations de la monnaie par l'Etat. Il a ainsi fait des études économétriques assez élaborées à partir des statistiques disponibles concernant l'évolution de l'économie américaine pendant plus d'un siècle, en ayant pour but de montrer comment la masse monétaire peut influencer les prix, l'inflation, etc... Je ne rentre pas dans les détails techniques. C'est à partir de là qu'est né le « monétarisme » qui a maintenant disparu pour être remplacé par le « néolibéralisme ». Il y a une quinzaine d'années, on parlait des « monétaristes ». Il y a eu des débats énormes sur cette relation avec la monnaie. Je me souviens, il y a dix ou quinze ans, il n'y en avait dans les journaux et ailleurs que pour la masse monétaire. D'abord, la monnaie, on ne sait pas très bien ce que c'est : il y a au moins cinq indicateurs de la masse monétaire, selon qu'on prend en compte outre les billets de banque, les comptes courants, les livrets de Caisse d'Epargne, l'épargne logement, l'assurance-vie, etc. L'idée est de mesurer la quantité d'argent qui peut être mobilisée plus ou moins rapidement et sans coûts, ou presque, pour des dépenses. Toute la nuance est dans le « rapidement » et le « sans coût ». Quand on commence à parler de l'influence de la monnaie sur les prix, il faut alors savoir comment on définit la masse monétaire, et cela comporte forcément une part d'arbitraire. Parmi ses indicateurs, il y en a un appelé « M3 » sur lequel tout le monde était alors focalisé. On disait « Attention, les autorités monétaires aux Etats-Unis vont publier l'évolution de la masse monétaire M3, et cela va avoir un impact important sur l'économie ». A la Bourse, on cherchait à anticiper cette annonce, et donc la hausse ou la baisse des titres qui allait s'ensuivre. On se disait donc : « Puisque tout le monde, experts compris, accorde une telle importance à M3, il y a sûrement une relation de type causal qui fait que ses variations provoquent celles des prix, de la production ou de l'emploi ». Pourtant, il n'en est rien, puisqu'on constate que maintenant, tout le monde se moque complètement de M3. Vous pouvez chercher dans les journaux, plus personne n'en parle. On s'en

fiche. A commencer par la Bourse. La mode est passée. Aujourd'hui, on cherche à décrypter des signaux cachés dans les discours, souvent sibyllins, de Trichet (Banque Centrale européenne) et de Bernanke (Fed, Etats-Unis). Quand vont-ils faire varier le taux d'intérêt ? De combien ? Milton Friedman a continué à prévoir les pires catastrophes – inflation, puis chômage – parce que plus personne ne s'occupait de la masse monétaire, qui fluctue allègrement alors que pour lui il faut absolument la « stabiliser » - comme ses modèles le montrent. Rien n'est arrivé, et plus personne ne l'écoutait, malgré son Prix Nobel, et à son grand désespoir. Reagan et surtout Thatcher ont essayé d'appliquer ses préceptes, mais ils ont vite constaté que ce n'était pas possible, et donc que la théorie sur laquelle ils s'appuient est fautive. Que reste-t-il de Friedman et de son « monétarisme » ? Rien, même si la profession continue à l'honorer ; pour justifier son existence, elle doit bien faire croire que la science a avancé grâce aux travaux précurseurs, mais maintenant dépassés, de grands hommes ...

Economie et science

Comme John Stuart Mill l'a noté il y a fort longtemps, au départ de toute science il y a la croyance que le monde présente des régularités. Demain ne sera pas, en règle générale, très différent d'aujourd'hui, et donc l'avenir peut être prévisible, du moins s'il est proche et du moins dans certains cas, avec un degré d'exactitude que la science permet d'améliorer. Mill appelait « lois empiriques » ces régularités, qui vont de la dilution du sel dans l'eau au mouvement de la marée en un endroit précis, en passant par la dilatation des gaz sous la chaleur et l'apaisement de la douleur par la mastication de l'écorce du saule, le but du scientifique étant alors de les expliquer à partir de relations causales plus générales. Pour cela, il dispose de deux méthodes : la méthode expérimentale, qui lui permet en quelque sorte d'isoler ces relations, afin d'en établir l'existence et mesurer l'intensité, ou la forme exacte. Parfois, on ne peut faire des expériences, comme en astronomie. Alors, on procède par déduction, à partir d'un petit nombre d'hypothèses, ou de principes, de base, élémentaires, que l'on suppose vérifiés. Les déductions vont donner lieu à des prédictions, qui pourront alors être confrontées aux lois empiriques, aux régularités observées, de façon à confirmer (ou infirmer) la théorie.

Telle est, en bref, la démarche scientifique. Son application en économie pose toutefois problème. D'abord, et surtout, parce qu'il n'y a pas de lois empiriques, de régularités observées en tout temps et en tout lieux (ou, du moins, pendant des périodes prolongées et dans la plupart des endroits – régions ou pays). Tout au plus, on peut déceler des relations locales, à des moments précis. En outre, comme Mill l'avait remarqué aussi, il n'est pas possible en économie de mener des expérimentations, qui consisteraient à comparer des situations qui ne différeraient que par la valeur prise par un ou deux paramètres. Par exemple, mesurer l'effet d'une baisse d'impôts sur l'emploi, « toutes choses égales par ailleurs ». Si l'effet attendu ne se réalise pas, on pourra toujours dire que c'est parce la conjoncture mondiale était devenue défavorable, ou parce les taux d'intérêt ont augmenté, rendant plus important le poids de la dette, ou pour toute autre raison qui empêche que tout soit égal par ailleurs. Sans parler

du fait qu'il n'est pas question de reproduire à l'identique la même expérience, dans des endroits ou des moments différents.

Les économistes disposent néanmoins beaucoup de données : il est intéressant de constater comment nos sociétés « libérales », où on met en avant le désengagement de l'Etat, récoltent et accumulent de plus en plus de statistiques sur tout, ou presque, et comment elles sont utilisées dans les débats politiques, dans les marchandages entre groupes sociaux, dans l'élaboration des politiques d'emploi, sur les retraites et la protection sociale, etc. Indépendamment de leur utilisation à des fins diverses, ces statistiques sont une source d'informations importante. C'est ainsi que, ne pouvant faire des expériences contrôlées, des économistes vont essayer d'en tirer des enseignements en procédant à ce qu'ils appellent des « expériences naturelles », parce qu'elles ne sont pas le résultat d'actions délibérées ou contrôlées (et répétées) de l'expérimentateur, mais le produit de circonstances, indépendantes de l'expérimentateur (elles sont en cela « naturelles », alors que les expériences menées par lui sont « artificielles », au sens propres du mot – elles relèvent de son « art »). On en a un exemple récent dans le débat sur l'impact d'une baisse des cotisations sociales sur l'emploi. Une expérience naturelle va alors consister à comparer ce qui s'est passé lorsqu'on a baissé les charges dans certaines entreprises (disons, celles à bas salaires) et pas dans d'autres (à salaires plus élevés). Si on observe que l'emploi a augmenté relativement plus dans les premières que dans les secondes, alors on peut avancer que la baisse des cotisations a un effet positif sur l'emploi... à condition que l'emploi dans le deuxième groupe ne soit pas concerné par la baisse des cotisations dans le premier groupe. Ce qui n'est pas le cas si les prix diminuent dans le premier groupe, car alors une partie de la demande du second se reportera sur les entreprises du premier groupe, moins chères. A l'effet baisse du coût du travail se rajoute un effet « parasite », celui de la baisse de prix. D'où débat sur la portée réelle de la mesure. Pour une présentation plus détaillée du problème, on peut se reporter au petit livre de Luc Bréhel *Lire l'économétrie* (Repères, La Découverte). Le problème avec les « expériences naturelles », c'est qu'elles sont uniques, relatives à ce qui s'est passé dans un pays et à un moment donné. On peut essayer, en fouillant dans les données d'autres pays ou d'autres moments, de retrouver des situations semblables, puis comparer les résultats obtenus. Mais les possibilités sont très limitées, et puis on ne saura jamais si les différences constatées sont propres à la relation étudiée ou au fait que les situations (pays, périodes considérées) ne sont pas les mêmes. C'est là un problème général, dans les sciences de la société, dont l'objet évolue vite, surtout si on compare avec ce qui se passe dans les sciences de la nature, où on compte en millier d'années.

Bien qu'on ne soit jamais sûr de rien, cela ne doit pas empêcher qu'on continue à observer la réalité, ce qui se passe, comment les sociétés évoluent, comment évoluent les relations du travail, les salaires, les prix. C'est un travail qui est assez ingrat, très exaltant mais c'est celui que font en réalité la grande majorité des économistes, dans les ministères, les organismes d'Etat, à commencer par l'INSEE, les bureaux d'étude, les ministères, les banques, les entreprises, pour aider aux prises de

décision, en politique économique mais aussi pour tout ce qui engage l'avenir, à commencer par les investissements. Ils s'appuient pour cela sur les relations qu'ils pensent déceler dans leurs données, en partant de bouts de théorie dictés par l'intuition et le bon sens.

Intuition et bon sens

L'économiste a un énorme handicap par rapport aux sciences de la nature, puisqu'il ne dispose pas de lois empiriques qu'il pourrait confronter à ses déductions, ni la possibilité de faire des expériences contrôlées et répétées qui lui permettraient d'isoler des relations causales. Il a néanmoins un petit avantage sur elles, qui tient au fait que les phénomènes qu'il observe sont à la même échelle que lui. Il en a une connaissance directe : pas besoin de microscope ou de télescope ! A quoi s'ajoute l'introspection, connaissance directe qui tient au fait que l'observateur peut se mettre à la place de l'observé. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi certaines théories économiques ne passent pas : « on sent » qu'elles ne collent pas avec ce que nous vivons ou percevons autour de nous. Les praticiens de l'économie vont donc faire appel avant tout à l'intuition, à leur vécu et à ce qu'ils observent pour formuler un certain nombre d'hypothèses qui leur semblent raisonnables, dont on peut dire qu'elles relèvent du bon sens. Keynes, très sceptique sur l'utilisation des mathématiques en économie, et sur ce qu'on peut attendre de l'économétrie, défend le point de vue selon lequel le « common sense » doit prévaloir en économie. La macroéconomie, dont il est souvent considéré comme le père fondateur, est d'ailleurs construite sur la base d'un certain nombre de relations simples qui s'accordent avec notre intuition, avec ce que nous observons ou pensons observer. C'est en cela qu'elle est opérationnelle, que c'est toujours elle qui est utilisée dans l'élaboration de la politique économique. Keynes en reste à des formulations générales, qualitatives, suffisantes pour conseiller des orientations générales. Mais les besoins de l'Etat, le désir de faire de plus en plus précis, ont poussé ses successeurs à construire des modèles formels qui intègrent l'ensemble des relations issues du bon sens, ce qui n'a pas manqué de poser des problèmes de cohérence entre elles : assembler des bouts de théorie, portant sur des problèmes spécifiques, ne produit pas forcément une « grande » théorie cohérente qui les englobe tous ! En fait, la macroéconomie apparaît comme une discipline éclatée, où chacun choisit les variables et les relations causales qui lui semblent pertinentes, au vu des données disponibles, et en tire les conclusions (et conseils) en conséquent. D'où la cacophonie, par exemple, sur les politiques à mettre en œuvre pour lutter contre le chômage, sur les mesures fiscales favorisant la croissance ou les exportations, sur le danger que représente l'inflation, etc.

Une autre façon de procéder consiste à faire appel à quelques principes de base qui ne heurtent pas notre intuition puis à utiliser le bon sens, sous la forme de déductions. Ce qui distingue alors l'économie des autres sciences sociales, c'est la place primordiale qu'elle donne, parmi les principes de base, à la recherche par chacun de son intérêt personnel – Smith parle d' « amour de soi », Mill de « désir de richesse ». On suppose que les gens calculent, essaient, devant une situation, d'obtenir

quelque-chose au coût le plus faible possible, d'employer des ressources forcément limitées, de façon à ce que ça leur procure le maximum de plaisir, de satisfaction. Ce qui provoque souvent beaucoup l'indignation des gens autres que les économistes, qui constatent – ne serait-ce que par introspection – que les hommes ne peuvent être réduits à ce monstre froid appelé *homo æconomicus*, purement égoïste.

Sur l'*homo æconomicus*

Personnellement, le fait de considérer des *homo æconomicus* ne me gêne pas, parce que c'est une simplification. Il est vrai que chez nous tous il existe une composante de ce type là. Quand on veut prendre un avion pour aller dans un pays, on va sur internet pour payer le prix le moins cher. Quand on fait des courses, on va vers ce qui est le moins cher. Quand on a des dépenses à faire, on va essayer de gérer les choses au mieux. Si vous prenez quelqu'un comme Marx, qu'on ne peut pas considérer comme un économiste orthodoxe ou néolibéral, il suppose que capitalistes et travailleurs se comportent en *homo æconomicus*, les premiers cherchant à maximiser leur profit et les seconds à vendre le plus cher possible leur force de travail. Il y a lutte pour le partage de la plus value produite par les travailleurs. Il existe évidemment aussi en nous une tendance à l'altruisme, à la bienveillance. Bill Gates, premier des capitalistes, a légué le gros de sa fortune à des organismes de bienfaisance. Adam Smith a écrit, outre *La richesse des Nations*, un ouvrage intitulé *La théorie des sentiments moraux*, dont je vous recommande aussi la lecture parce que c'est à la fois intéressant et amusant par les exemples qu'il donne. C'est une théorie de psychologie. Il essaie d'expliquer les sentiments qui font que nous vivons en collectivité, et que nous respectons certaines règles. Dès le début du livre, il dit que ce qu'il appelle « le dernier des ruffians » a quelque part en son for intérieur des sentiments qui relèvent de la compassion : il pleure dans certaines situations où il se met en diapason avec les autres, par « empathie ». Il existe chez nous une pulsion, qui ne relève donc pas d'un calcul, à nous mettre à la place des autres, et à ressentir ce qu'ils sentent, ce qui nous porte à la bienveillance envers eux. Smith explique ainsi pourquoi les gens pleurent quand ils vont au théâtre, ou comment ils peuvent s'émouvoir sur le sort des princes et princesses (bien avant Lady Di...). Cette pulsion se combine, ou s'oppose, à celle de l'intérêt personnel, et à d'autres, comme le sentiment de justice, pour donner lieu à nos comportements, qui sont complexes. Si tout le monde était seulement égoïste, il n'y aurait plus de société, et donc plus d'hommes. Mais tel serait aussi le cas si tout le monde était pure générosité, puisqu'alors personne ne s'occuperait de soi, sans même assurer sa survie

Ce qui caractérise la démarche des économistes, quels qu'ils soient, est donc qu'il ne vont retenir que la seule pulsion « désir de richesse », ou « égoïste », et cherchent à en déduire un certain nombre de conséquences. Tous les économistes s'accordent pour dire que c'est là une simplification, comme cela se fait dans toute théorie. Comme le remarquait Jeremy Bentham, un autre réformateur de l'époque et souvent présenté à tort comme le chantre de l'égoïsme, les lois et les sanctions qu'elles

prévoient sont faites en admettant que les gens n'agissent que sur la base de leurs mauvais penchants, et qu'il faut les dissuader de le faire en affichant des punitions. A la limite, si on se fiait à leurs seuls bons penchants, il n'y aurait plus besoin de lois.

L'hypothèse sur l'*homo œconomicus* est donc nécessaire si on veut faire de l'économie. On sait qu'elle n'est qu'une approximation, et qu'il ne faut pas l'oublier lorsqu'on fait des prédictions sur la base de déductions à partir d'elle. Ceci étant dit, les difficultés surgissent en économie lorsqu'on met ensemble plusieurs *homo œconomicus*. Si chacun ne cherche que son intérêt personnel, on peut considérer que les grands baraqués vont casser la figure aux petits, tout leur prendre ou en faire des esclaves, ou quelque-chose comme ça. Ce sera la loi du plus fort. C'est une option, mais ce n'est pas celles qu'adoptent les économistes, dans leur majorité. En général, ils supposent une société pacifiée, où les gens vont faire des échanges sur la base du volontariat : j'échange si cela augmente ma satisfaction ou mon profit. Cette hypothèse, très importante, est implicite dans tous les modèles. Elle ne suffit pas, loin de là, si on veut dire quelque chose sur la façon dont les échanges ont lieu, et donc sur la formation des prix, qui ne sont que des taux d'échange. Pour voir ce qu'il en est, prenons un exemple simple.

Echange et marchandage

Supposons que nous formons une collectivité, que nous possédons chacun un certain nombre de biens et de propriétés divers. Il y a ceux qui ont des poiriers et ceux qui ont des pommiers. Alors celui qui a des pommes aimerait bien manger des poires mais celui qui a des poires n'aime pas les pommes : il préfère les bananes, et il y a quelqu'un d'autre qui a des bananes. Qu'est-ce qui se passe si on laisse faire ? Les uns et les autres vont chercher des partenaires et marchander avec eux, en cherchant à augmenter le plus leur satisfaction personnelle, tous étant mus par l'amour de soi. Sur quelles bases vont se faire les échanges ? Il y a un flou à ce niveau. C'est un peu le principe du marchand de tapis qui est prêt à lâcher le tapis pour 500 euros minimum et vous êtes prêt à le payer 1000 Euros maximum. A combien va se faire la transaction ? On n'en sait rien : c'est le problème de l'indétermination de l'issue de tout marchandage. A cela s'ajoute la question de trouver les partenaires appropriés. Certains vont faire des stocks intermédiaires : celui veut qui veut des poires va stocker des bananes qu'il proposera au possesseur de poires, qui ne veut pas de ses pommes. En fait, si on cherche à décrire ce processus, on se trouve devant un modèle extrêmement compliqué, dont l'issue est totalement indéterminée, car tout dépend de l'ordre des rencontres et du pouvoir de marchandage de chacun. Personne au monde n'a essayé de modéliser ce processus. Si on veut alors construire un modèle à partir du fait que les individus cherchent leur intérêt maximum et qu'à partir de là on va mettre de la concurrence, est-ce qu'il va émerger des prix qui permettent une affectation efficace des ressources ? Or, les économistes du courant dominant veulent prouver mathématiquement qu'il y a un rapport étroit entre concurrence et efficacité. Que vont-ils faire ? Comme ça ne marche pas

mathématiquement, ils vont supposer que quelqu'un propose des prix pour les pommes, les poires, les bananes, et qu'il y a des offres et des demandes à ces prix. Celles-ci sont centralisées, puis additionnées et on voit si elles peuvent être satisfaites aux prix proposés. Comme ce n'est généralement pas le cas, ceux-ci vont être modifiés en fonction de l'écart entre les offres et des demandes va ainsi tâtonner jusqu'à ce qu'un équilibre soit atteint, c'est-à-dire des prix qui égalisent les offres et les demandes pour tous les biens. On parle à propos de ce processus de « loi de l'offre et de la demande ». Mais ce n'est pas une loi au sens où on l'entend en physique : c'est une règle. Quand on est arrivé au bon résultat, aux prix d'équilibre, les choix individuels coïncident, mais seulement globalement, pas au niveau individuel. On suppose donc que chacun amène avec une brouette ses pommes, ses poires et ses bananes, et repart avec ce qu'il demande. De cette façon les possibilités d'échanges mutuellement avantageux sont épuisées. Les économistes disent qu'il y a allocation efficace des ressources. Mais vous voyez que, pour en arriver là, on est loin d'un système libéral. Par exemple, il est absolument interdit de faire des échanges directs et de proposer des prix. On est en présence d'une procédure plus proche de la planification que du marché, tel qu'on l'entend habituellement. Alors, c'est là que va intervenir un troisième facteur important en économie : l'idéologie.

Science et idéologie

Qu'est-ce que l'idéologie ? J'utilise le mot « idéologie » dans le sens de système de croyances *a priori* auquel on tient très fortement. Il n'y a en fait pas de science sans croyance. Si vous prenez la physique, on peut dire que le physicien qui construit un modèle fait appel à l'imagination, inspirée souvent sur ses croyances sur la façon dont le monde fonctionne : on imagine des relations, ensuite, on construit une théorie que l'on confronte aux faits, et on voit si ça marche ou pas. En ce qui concerne les sciences de la nature, vous connaissez l'histoire de Copernic et de Ptolémée. Dans la vision de Ptolémée, il y avait cette croyance que l'homme était au centre de l'univers. Ça, c'est une croyance forte, une croyance religieuse difficile à lâcher parce qu'il y a derrière toute une construction sur la place de l'homme, selon Dieu. La révolution copernicienne a été dure à accepter. Et ceux qui se réclamaient de Ptolémée en rajoutaient des couches. Ils arrivaient à expliquer les choses, mais ça devenait de plus en plus difficile. A un moment, ça a lâché et on a dû accepter que l'homme ne soit pas au centre de l'univers. Ça a été quelque-chose de très douloureux qui a coûté beaucoup.

Stephen Jay Gould (qui vient de mourir) paléontologue et biologiste a donné de nombreux exemples du poids de l'idéologie en sciences. Il a écrit un livre remarquable, *La mal-mesure de l'homme*, que toute personne qui s'intéresse aux sciences de l'homme et de la société devrait lire. Il y rappelle les nombreuses théories qu'il y a pu y avoir pour justifier l'existence d'une hiérarchie entre les races. Comment les préjugés conduisaient à une présentation biaisée des données, suggérant par exemple une similitude entre Noirs et chimpanzés. Il explique que souvent ce n'était pas de mauvaise

fois, mais dû à un processus inconscient qui faisait que la personne était tellement persuadée de la chose qu'elle s'arrangeait pour faire passer son idée en jouant sur la façon de présenter les données, notamment le volume et la forme du crâne, siège de l'intelligence. Aux Etats-Unis, on appelle « Caucasiens » les blancs originaires d'Europe. Ça vient d'un philosophe allemand du XVIII^e siècle, Blumenbach, qui trouvait que les gens du Caucase étaient les plus beaux. Il n'était pas raciste, croyait à l'égalité des hommes, notamment sur le plan de l'intelligence (il avait pour critère la « beauté »), mais les racistes se sont emparés de ses schémas, pour y voir un classement hiérarchique, du blanc européen au noir d'Afrique, talonné par les « mongols » (les asiatiques). Le mot « mongolien », devenu « trisomique », vient de cette classification, vu qu'on ne pouvait pas les mettre dans les noirs ! Dans un autre ordre d'idée, à Paris, il y a l'hôpital Broca où l'on s'occupe du cerveau avec des neurologues très connus. Toute sa vie, le neurologue Broca s'est battu pour montrer que la taille du cerveau déterminait l'intelligence. Il mesurait le poids du cerveau des morts, et établissait des relations avec leur QI. Anatole France et Henry James, entre autres, avaient toutefois un tout petit cerveau, tandis que des débiles mentaux pouvaient en avoir un très gros ! Il est intéressant de constater qu'un tas de grands hommes de l'époque acceptaient de « donner leur cerveau » après leur mort, pour qu'on vérifie ce genre de théorie ! Mais, malgré le recours à des explications additionnelles, a posteriori, ça ne collait pas bien avec la théorie. Quand Broca est mort, on a constaté qu'il avait lui-même une taille de cerveau un peu en-dessous de la moyenne ! Finalement, cette idée a été abandonnée, y compris par Broca, même ça a été très difficile pour lui et ses partisans, car cela touchait au fond à leur conception sur ce doit être une bonne société, sur la hiérarchie entre hommes et femmes comme celle entre les races, d'ailleurs. Mes les faits sont têtus, et ils ont dû s'incliner, parce qu'ils étaient des scientifiques, malgré tout.

L'idéologie dans le cas de l'économie

La question se présente différemment en économie, où des théories étranges peuvent se maintenir très longtemps, contre vents et marrées, et même en dépit du bon sens. Par exemple, la concurrence est une notion très importante pour un économiste. Ce qui est remarquable avec le modèle ultra-centralisé dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est qu'il arrive effectivement à une issue efficace, dans le sens où il n'y a pas de gaspillage et pas d'intermédiaire : c'est en quelque sorte directement du producteur au consommateur. On évite tous les frais d'intermédiation, qui sont très importants dans la vie réelle, le rapport étant de 1 à 3 pour les produits locaux, de 1 à 10 pour beaucoup de produits importés de pays à bas salaires. C'est en quelque sorte le rêve du planificateur soviétique ! Quand ce modèle a été proposé, au début, à la fin du XIX^e siècle, notamment par Léon Walras, comme représentation idéalisée (ou « pure ») du marché, il a provoqué des réactions très hostiles. A l'époque, les économistes le rejetaient, puisqu'ils estimaient que « se donner » les prix à l'avance était mettre la charrue avant les boeufs. Le plus drôle, c'est que cette façon de présenter la concurrence a été remise à l'ordre du jour

dans les années 1930 par des gens qui s'intéressaient au socialisme de marché, c'est-à-dire un système où un planificateur cherche à coordonner, en se servant des prix, les décisions des agents économiques. Puis il y a eu la seconde guerre mondiale, qui a demandé une organisation très centralisée, avec des résultats plutôt probants. Puisque « marché = efficacité », l'habitude a été prise de l'associer au marché, et ce modèle de planification a été appelé « modèle de concurrence parfaite ». Quel paradoxe : il n'y a pas de concurrence dans ce modèle, dans le sens où chacun ignore la présence des autres, personne ne négocie ni propose de prix, hormis le Centre. C'est un modèle extrêmement autoritaire, où la seule chose que vous pouvez faire, c'est vous taire ou faire des propositions que vous envoyez au Centre, qui lui décide et organise tout. On baigne dans la confusion. Seule l'idéologie, la croyance *a priori*, et profonde, que le marché mène à l'efficacité, peut expliquer un tel comportement.

Prenons un autre Prix Nobel comme Stiglitz, plutôt sympathique : il attaque la Banque Mondiale, le FMI, etc. (il fait ça à la fin de sa carrière, mais aussi parce qu'il a la notoriété d'avoir été dans le système). Lisez les bouquins de Stiglitz, qui sont pour un large public : il défend clairement l'intervention de l'Etat. Quand il y a eu la crise en Argentine, il disait aux Argentins de ne pas payer, d'envoyer le FMI au diable. Ce n'était pas le discours usuel à l'époque, même si maintenant le FMI fait, en maugréant, son autocritique. Puis prenez son manuel pour les étudiants, où on enseigne l'économie pour les âmes pures et débutantes. Ce manuel commence par « les économistes sont d'accord sur presque tout », et ensuite il parle de la concurrence parfaite qu'il identifie, bien sûr, avec le marché parfait, et puis explique que « ce modèle est approximatif mais tous les économistes sont d'accord pour dire qu'il donne une bonne représentation de la réalité sur 70 à 80% des phénomènes observés. ». Il donne un exemple débile celui d'un marché en Floride où on vend devinez quoi ? Des oranges, évidemment ! Alors, selon lui, si quelqu'un arrive sur ce marché avec ses oranges, qu'est-ce qu'il fait ? Il regarde le prix des autres et, s'il envisage de proposer un prix inférieur, il sait que tout le monde va venir chez lui et que les autres vont réagir en baissant aussi leurs prix. S'il propose un prix supérieur, il ne va pas vendre. Stiglitz en conclut que tout le monde va pratiquer le même prix. N'est ce pas évident ? En fait, il prend les gens pour des imbéciles, parce que cela revient à expliquer les prix par les prix ! Chacun copie sur son voisin, qui copie sur son voisin, et on tourne en rond. Tout cela pour éviter de dire que les prix en concurrence parfaite sont donnés, par quelqu'un d'extérieur aux acheteurs et aux vendeurs. Sur la première partie du livre, il brode sur ce marché parfait, « sans Etat », efficace évidemment. On se demande pourquoi il s'accroche à cette histoire, accorde une telle place au modèle absurde de la concurrence parfaite. Je pense que c'est parce que, quelque-part, chez ces gens là, il y a cette association entre l'efficacité et le marché, et il faut qu'elle soit incrustée dans l'esprit, même si c'est en se servant d'une histoire incroyable. Incidemment, la concurrence parfaite est bien adaptée au traitement mathématique, en raison de son caractère très centralisé, ce qui simplifie terriblement la situation – notamment en supposant un prix unique par bien.

Une petite anecdote, pour finir sur ce point. J'avais une étudiante qui faisait une thèse sur ces questions là, qui est allée voir le prix Nobel français Gérard Debreu (revenu en France, pour ses vieux jours : plus agréable à vivre que la Californie, quoi qu'on en dise ...) et lui a posé la question « Mais dans votre modèle de concurrence parfaite, vous dites que les prix sont donnés. Alors, qui fixe les prix ? ». Et il lui a répondu « Mademoiselle, quand vous allez au supermarché, que vous achetez une tablette de chocolat, vous voyez bien que le prix est fixé. ». Elle a évidemment pensé qu'il se moquait d'elle. En fait, quand il était aux Etats-Unis, les étudiants venaient lui demander des trucs du genre : « Monsieur, dans votre modèle, vous supposez que la fonction d'utilité est quasi concave au sens strict. Mais si on suppose qu'elle est quasi concave au sens large, alors qu'est-ce que cela implique pour votre théorème ? », et il était tout content de répondre, avec quelques gribouillages mathématiques. Mais devant la question « D'où viennent les prix ? », il était plus embêté. Surtout quand l'étudiante insistait : « Bon, le commerçant a affiché ses prix. Mais dans votre modèle vous dites que les prix sont donnés pour tout le monde, y compris les entreprises. Drôle de marché ! ». Il a alors admis, avec un léger sourire, qu'elle pouvait en fait le prendre comme un modèle de marché ou de planification. C'est un peu gros, non ? Cet exemple pour vous montrer que quelque part les théoriciens du courant dominant sont conscients du fait que leur modèle n'a rien à voir avec le marché, mais qu'en même temps ils continuent là-dedans. Un autre exemple de la façon dont l'idéologie peut faire perdre le bon sens est celui de la dette des administrations publiques, lorsqu'elle est présentée comme étant un fardeau pour les générations futures.

Idéologie et « fardeau des générations futures »

Tout le monde nous bassine avec la dette, « fardeau des générations futures ». On cherche à culpabiliser les populations, comme si elles ne fichaient rien. Quoi de pire que de vivre sur le dos de ses enfants ? En fait cette histoire de fardeau est une absurdité. On nous dit souvent que c'est « la dette de la France », mais ce c'est faux. La dette de la France, c'est la dette avec les autres pays, elle a trait aux échanges avec l'étranger. En fait, dans cette perspective, la génération actuelle est plutôt en train de laisser un cadeau aux générations futures. Parce que sur ces dix dernières années, la France avait un excédent avec l'extérieur. Cette année-ci, elle a un léger déficit, mais le paradoxe, c'est qu'au moment où l'on a parlé de cette dette, la France était excédentaire : elle exportait plus qu'elle n'importait. Ce qui a permis à des entreprises françaises de racheter des entreprises à l'étranger. On parle beaucoup des entreprises étrangères qui viennent acheter en France, mais les français ne se privent pas, y compris aux Etats-Unis. Quand on délocalise, il faut avoir des ressources, quand Bouygues, Carrefour, Accor, Peugeot, Renault, EDF,... s'installent à l'étranger, il faut qu'ils aient des capitaux-ressources. Et ces ressources proviennent de l'excédent des produits exportés, passé ou présent. C'est donc dire que la génération des dix dernières années a consommé moins que ce qu'elle a produit. Elle a exporté plus que ce qu'elle a importé. Donc, à partir de là, vous gagnez des titres, vous avez un droit, et la

génération future va hériter de ce droit à avoir des dividendes, de chez Carrefour par exemple. Les entreprises françaises qui investissent à l'étranger rapatrient ensuite les dividendes pour les actionnaires et ça donne un pouvoir d'achat aux actionnaires qui sont des Français et nos enfants. Actuellement, La France est crédeur net par rapport au reste du monde, ses créances sont de l'ordre de 10% de son PIB. C'est cette créance que la génération actuelle laisse aux générations futures, qui leur permettra de consommer plus qu'elles ne produiront.

La dette dont on nous parle n'est pas donc la « dette de la France », mais la dette des administrations publiques, ou de l'Etat, pour faire court. Quand on vous dit qu'il y a une dette, il faut toujours se dire qu'elle forcément une créance pour contrepartie. Il y a toujours quelqu'un de l'autre côté de la dette. Quand l'Etat s'endette, il le fait en émettant des titres, que des gens achètent. Et qui les achète ? Les particuliers, directement ou à travers les banques, les fonds de pension et tous ces organismes. Comment se pose le problème ? Supposons que l'on veuille construire un hôpital. Il y a deux possibilités. Soit l'Etat construit un hôpital, et ensuite les générations futures seront contentes d'avoir un hôpital, et elles vont cotiser ou ce sera pris sur leurs impôts. Soit c'est une entreprise privée qui construit l'hôpital, alors la dette publique n'augmente pas, mais quand les gens iront à l'hôpital privé, ils vont devoir payer pour y aller, et les générations futures aussi. Donc, le problème n'est pas celui-là. En fait, dans les deux cas l'hôpital aura été construit par la génération actuelle, et non par ses enfants : la téléportation des hôpitaux du futur dans le présent, ça n'existe pas encore ! La seule vraie question est : est-il judicieux, ou nécessaire, de construire un hôpital ? N'aurait-il pas fallu plutôt construire une université ou un barrage ? Si l'Etat s'endette, c'est pour faire des choses : construire des hôpitaux, des routes ou, éventuellement, payer des fonctionnaires « qui ne foutent rien ». Bon, peut-être. Qu'on les chasse. Qu'on nous dise qui ne fait rien : enseignants, magistrats, policiers ? Dans les entreprises privées, il faut savoir aussi ce que font les gens et si ça sert vraiment à quelque-chose. C'est encore une autre histoire. C'est pour dire que cette espèce de confusion sur une chose de bon sens élémentaire n'a rien à voir avec la question de savoir si c'est mieux que cela soit fait par l'Etat ou par le privé ? Construire un hôpital, des routes, des autoroutes, s'occuper de l'éducation, on peut en discuter : est-ce du ressort du privé ou du public ? Mais, c'est extraordinaire comment la dette de l'Etat, entre français, est devenue la dette de la France. C'est une histoire d'idéologie, de préjugés : l'idée sous-jacente est que le marché fait mieux les choses. Mais, en même temps, personne ne le dit vraiment, chacun se rendant compte que si on est conséquent, on devrait préconiser la quasi disparition de l'Etat, ce qui serait un peu trop gros – et que personne ne veut, patronat en tête. Alors, on embrouille, on culpabilise, pour que les gens ne retiennent que l'idée qu'il faut travailler plus, etc.

Flexibilité et stabilité

Un autre cas où l'idéologie joue un rôle essentiel est celui du marché du travail, avec le thème de la flexibilité. Derrière l'idée de flexibilité, que trouve-t-on ? Si je vous dis « flexibilité » puis « rigidité », comment réagissez-vous ? « Flexibilité » ? Bien. « Rigidité » ? Pas bien. Derrière l'idée de flexibilité, il y a celle d'ajustement, à laquelle serait associé un « mécanisme ». Les économistes aiment bien la métaphore : les « forces » du marché, le « mécanisme » des prix. Alors, on voit des petits rouages, là, qui s'articulent, et je ne sais quoi encore. Mais ça, c'est une image, qui ne veut rien dire, en fait. Nous ne sommes pas des rouages d'une belle mécanique mais des personnes qui choisissent en fonction des circonstances et des possibilités qui s'offrent à elles. Alors, comment ça fonctionne ? Il y a des gens qui pensent que le mécanisme, si on met bien de l'huile, ça va bien s'ajuster et il y aura le plein-emploi. D'autres disent qu'il y a quand même des imperfections, que ça peut gripper. Alors il faut que l'Etat intervienne un peu pour mettre de l'huile, aussi, pour donner des coups de manivelle de temps en temps. Mais tous gardent cette espèce de métaphore, et cette idée que si les choses étaient tout à fait flexibles, ça s'ajusterait mieux. Or, il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi. Même dans le fameux modèle dont je vous ai parlé tout à l'heure (centralisé), ça ne marche pas. Si on suppose que les prix sont ajustés en fonction de l'offre et de la demande – la fameuse « loi de l'offre et de la demande » - ce qui semble naturel, alors on se trouve en présence d'un système qui ne converge pas, qui oscille en permanence, ou qui a une évolution de type chaotique. Comme ce sont des gens qui ont une certaine honnêteté intellectuelle – mais qui aiment aussi pouvoir publier des articles – ils ont donc décidé de démontrer le contraire, de prouver que, finalement, il n'y avait aucune raison que la soi-disant loi de l'offre et de la demande conduit à une situation où l'offre et la demande sont égales, pour tous les biens. Et c'est ce qu'ils ont démontré dans les années 70. Le cas idéal de la flexibilité s'avère être profondément instable, dans le cadre même de la théorie qui lui est le plus favorable. Le coup a été très dur. Parce que même si cela ne change rien sur le fond, puisque le modèle de la concurrence parfaite n'a aucune pertinence pour toute personne sensée, pour les partisans de l'économie mathématique, dont il est le dispositif central, cela veut dire qu'il n'y a plus rien à en tirer, qu'ils sont dans une impasse totale. Il paraît que certains ont pleuré quand ils ont appris la chose... En fait, ce résultat d'instabilité est un peu comme le cadavre caché dans le placard : on n'en parle pas, ou le moins possible. On continue ainsi à mettre en avant, comme de si rien n'était, l'efficacité de la concurrence parfaite, alors qu'elle ne mène qu'au chaos, selon la théorie elle-même.

L'Etat et les économistes

Pour revenir sur la concurrence, quoi qu'on entende par là, si vous suivez de près l'actualité, on vous dit qu'il y a des monopoles, et qu'on va donc casser ces monopoles et qu'on va mettre de la concurrence. En réalité, on casse un monopole et on met un organisme de régulation à côté. Quand il y a eu la coupure générale d'électricité cet automne, on n'a pas coupé partout. Il y a eu un accord, et

seulement certaines parties de la France ont eu cette coupure. D'un côté on permet la concurrence et de l'autre la fusion des entreprises. C'est l'histoire d'EDF et de Suez. Il y a là un jeu extrêmement complexe, la concurrence et, en même temps, la concentration, la « synergie » entre les entreprises. On permet la constitution de très grands groupes entre lesquels il y aura la concurrence, mais une concurrence très organisée. Et ça, c'est ce qu'il se passe dans la réalité. Pour dire qu'il y a toute une partie idéologico-mathématique qui arrive à soi-disant démontrer que le marché est parfait et efficace puis il y a la pratique des économistes qui sont confrontés à des problèmes réels, et là ils n'en ont rien à faire de ce que racontent les autres, même s'ils ne le disent pas trop haut et publiquement. Parmi ceux-là, il y a des choses très intéressantes qui se passent, et ils ne sont pas tous des libéraux. Par essence, un économiste est interventionniste. Sinon il ne ferait pas de l'économie. Il est vrai qu'il y a ce courant d'économistes très ultralibéraux apparus dans les années 1970-1980, qui ont eu des Prix Nobel pour leurs théories, et qui, maintenant, sont à la mode. Mais dans la pratique, ce ne sont pas vraiment eux qu'on écoute. On écoute encore les autres plus interventionnistes. L'Etat veut bien admettre qu'il y a « le » modèle de la concurrence, ou autre, mais il se demande ensuite à quoi il lui sert. A ce niveau-là, il intervient même si d'autres disent « N'intervenez pas ». Il privatise, mais en même temps, il met en place des « autorités de régulation » qui surveillent, encadrent, apprécient en fonction des circonstances. Il organise des « marchés des droits à polluer », mais s'inquiète de la volatilité de leur prix et joue sur les quotas ou d'autres instruments pour que ce prix se stabilise autour d'une valeur qui lui semble raisonnable. On n'a jamais publié autant de « rapports » sur les solutions au chômage, sur la façon de promouvoir la compétitivité, de lutter contre l'effet de serre, etc... Ce sont des économistes qui font cela. Et en général ils font du bon travail, documenté, compréhensible. Les rapports au *Conseil d'analyse économique* publiés par la Documentation Française en sont une preuve : si vous vous intéressez à une question particulière, allez voir ce qu'ils disent. On peut ne pas être d'accord, mais c'est argumenté. On constate que « la théorie », celle des manuels de microéconomie, n'y joue aucun rôle, si ce n'est dans des allusions vagues ou dans des annexes rajoutés pour faire plaisir à tel ou tel « expert » (dont certains de Toulouse ...). On peut lire tout cela sans rien connaître de ces élucubrations : preuve qu'elle ne servent à rien ! Preuve aussi que les économistes peuvent faire du bon travail dès qu'ils les ignorent, en utilisant leur simple bon sens et une bonne connaissance des données et de ce qui se passe autour d'eux, et qu'ils peuvent observer.

Débat

Une participante – J'ai deux questions. Si l'économie est coupée de la réalité, peut-il exister une influence de ses théories par des prophéties auto-réalisatrices ? N'est-il pas réducteur de ramener un domaine qui se considère comme une science à une idéologie, car certains de ses résultats prônent l'interventionnisme ? Par exemple, le monopole ou les régulations environnementales.

Bernard Guerrien – Je n’ai pas dit que l’économie était coupée de la réalité. L’économie, c’est quelque-chose d’assez vague. J’ai commencé mon intervention en expliquant que les économistes s’intéressent à la réalité, s’intéressent au monde, et que c’est une excellente chose. Ils s’intéressent aussi à l’environnement. Ce que j’ai essayé de dire, c’est que la réalité est extrêmement complexe. Malheureusement, dans cette réalité, on n’arrive pas à dégager des régularités empiriques que l’on pourrait appeler des lois, qui permettraient des développements, ou, comme vous le dites, d’arriver à des résultats. On peut constater un certain nombre de choses, comme sur les monopoles. C’est un travail absolument nécessaire. Prenons l’exemple des réductions des charges à l’occasion du CPE. Voyez le poids de l’idéologie. On peut appeler ça des charges ou des cotisations (mais les charges, ce n’est pas beau : il faut les porter, les charges ; ce n’est pas le cas des cotisations, qui supposent une contrepartie). Il y a eu des études empiriques pour voir si cette réduction créait des emplois. C’est compliqué. Jacques Chirac avait utilisé, lors de son élection présidentielle, une étude de M. Untel de l’INSEE qui prétendait avoir montré que, grâce à la réduction des charges, on allait créer 400.000 emplois. Mais il y a eu ensuite des gens qui ont repris les données utilisées dans l’étude et qui ont montré que ce n’était pas si évident que cela, en avançant la thèse qu’une partie de ces emplois auraient quand même été créés. Il y a eu un effet d’aubaine, c’est-à-dire que les entreprises qui auraient créé des emplois à un certain tarif ont pu les créer à un coût moindre. Est-ce que les 35 heures ont créé de l’emploi ? Si vous écoutez les experts, certains vous diront qu’elles sont à l’origine de 300.000 à 400.000 emplois, mais d’autres vous diront que ça n’a rien créé, ou presque, que finalement ça alourdit le déficit des administrations publiques, ce qui aurait plombé la croissance, etc.... Manifestement, il n’y a pas d’accord là-dessus. Mais c’est bien que des gens aient fait des études économétriques de la réalité, parce qu’elles permettent d’avancer dans la compréhension de la réalité, en tenant compte de ses multiples aspects. Mais il ne faut pas se faire trop d’illusions, parce qu’on ne peut pas isoler complètement les phénomènes. Si on pouvait supposer « toutes les choses égales par ailleurs », on baisserait les charges puis on regarderait ce qu’il y a avant et ce qu’il y a après. Et ça, c’est un résultat. Malheureusement, ce n’est pas comme ça que ça se passe parce qu’il y a tous les effets indirects qui interviennent, et on n’arrive pas à isoler une cause d’un effet. Il faut donc être être modeste, mais en même temps il faut prendre des décisions. Mieux vaut qu’elles soient informées que prises à l’aveugle, au hasard.

Ici, j’ai mis l’accent ici sur la partie émergée de l’iceberg. Ce sont les économistes qui apparaissent, font des déclarations, mettent en avant LA théorie économique, les découvertes de LA théorie économique, les avancées de LA théorie économique. Ces gens là – Prix Nobel entre autres – vendent une marchandise qui n’existe pas, un message qui n’existe pas. Si vous prenez la Banque Mondiale ou le FMI, ce n’est pas si simple que ça. L’étude sur les retraites qu’a faite Stiglitz pour le FMI est remarquable. Ce n’est pas un discours libéral, et il défend sans réserve les retraites par répartition ; il donne tous les arguments sur les avantages par répartition contre la capitalisation. Ce que je dis, c’est que quand il commence à évoquer LA théorie qui aurait prouvé je ne sais quoi, là il faut se méfier. Je

me souviens d'un article qu'on avait écrit dans *Le Monde* avec Francisco Vergara sur la flexibilité, à l'époque où un rapport de l'OCDE sur ce sujet était très discuté. On expliquait que, aussi bien sur le plan empirique que théorique, et quel que soit le contenu qu'on lui donne, il n'était pas prouvé que la flexibilité allait faire diminuer le chômage, etc. On a reçu une lettre d'un des responsables de l'OCDE qui s'occupait du marché du travail, qui disait qu'il était absolument d'accord avec nous, mais qu'il y avait la ligne officielle de l'OCDE qui n'était pas la même, parce que, quand l'OCDE fait ses rapports, ils doivent être approuvés par les gouvernements. Si le gouvernement français veut faire passer l'idée que les 35 heures ce n'est pas bien ou qu'il faut réformer le marché du travail, il la fait passer par l'OCDE, et ça devient le discours officiel de l'OCDE, qui est un organisme international. Elle publie tous les ans une petite brochure pour les journalistes, où elle suggère les politiques à suivre, avec l'approbation des gouvernements des pays concernés – même si cela n'est pas dit, bien entendu. Par ailleurs, il y a toutes les études et travaux économétriques faits par les experts, qui n'existent qu'en anglais et qui coûtent très cher, destinées à un public restreint donc ; or, si on y regarde de plus près, on se rend compte que les discussions qu'on y trouve sont beaucoup plus nuancées – parfois discordantes, voire différentes – de ce qui est présenté dans les brochures gratuites distribuées aux journalistes. Actuellement, on nous bassine avec le discours sur la croissance américaine et la productivité américaine. Et c'est là qu'il est intéressant de travailler sur la réalité, car il n'est pas certain que ce soit beaucoup mieux là-bas, ni plus productif. Si on regarde les chiffres, on s'aperçoit que, si la productivité américaine est plus élevée, c'est essentiellement dans deux secteurs : celui des transactions financières et celui de la distribution, avec le phénomène de la concentration dont la chaîne Walmart est la manifestation la plus voyante. Mais est-ce vraiment une bonne chose qu'il y ait de plus en plus de gens avec des titres financiers ou une augmentation du nombre d'agences bancaires ? Est-ce que ça influe sur la richesse d'un pays qu'il y ait plus d'agences bancaires, plus de transactions en Bourse et de gens qui vivent d'elles ? Est-ce que c'est une bonne chose pour le bonheur collectif ? Quant au secteur de la distribution, ses bonnes performances vont de pair avec la destruction du commerce dans les villes, à proximité. Alors, est-ce que c'est une bonne chose que les gens prennent leur voiture, leur 4x4, pour aller dans un centre commercial à la périphérie de la ville plutôt que d'aller à pied ou à vélo dans un petit magasin qui sera peut-être un peu plus cher, mais avec une pollution moins forte, sans parler du temps perdu ? Un problème plus général est celui de l'évaluation du PIB : on vit pas mieux dans un pays comme les Etats Unis où le niveau de vie mesuré par les statisticiens est plus élevé qu'en France essentiellement parce que les dépenses militaires, en énergie (climatisation, transport), en prisons et systèmes de surveillance et de répression, en avocats, y sont le double ou plus (en pourcentage du PIB) – sans parler de la santé, dépenses nettement plus élevées pour des résultats nettement moins bons.

En ce qui concerne le problème des monopoles, la question est de savoir pourquoi ils existent. Parce qu'en fait le monopole a toujours existé. Si vous prenez une boulangerie dans un village, elle a le monopole du pain. Si vous prenez la SNCF, elle a le monopole du train, mais elle a la concurrence

de l'avion, qui est alors un bien de substitution. Où est la différence ? Dans le cas d'un monopole public ou régulé, c'est parce qu'il a des coûts fixes très importants. Vous n'allez pas faire deux réseaux de chemins de fer, deux réseaux de câbles téléphoniques. Donc, il faut faire ces installations, puis il faut les amortir. Je pense que, fondamentalement, c'est cela l'origine du monopole : une seule entreprise va prendre en charge ces coûts énormes. Actuellement, il y a une négociation sur la fibre optique, car on veut moderniser la France pour Internet, et le câble ADSL ne suffit pas. Alors, France Télécom dit : « Si je dois dépenser des milliards pour mettre des fibres optiques et qu'ensuite vous me dites de laisser les autres les utiliser, moi je ne vais pas le faire. Si je dois investir, il faut aussi que j'amortisse. ». Donc, elle demande un droit au monopole pour un certain temps. Vous avez un autre exemple de monopole très classique qui est le brevet. Pour les médicaments, on brevète et on met une limite, puis on négocie avec les génériques. Pour l'EDF ou la SNCF, on a commencé à dire qu'on allait séparer le réseau ferré de France, le réseau de transport de l'électricité, la distribution. Mais qui décide de ça ? C'est l'Etat. L'Etat commence à mettre des règles. Puis il décide au cas par cas. Il y a des commissions à Bruxelles qui « gambergent » : est-ce qu'on va autoriser la fusion de Volvo et Scania ? Est-ce qu'on va autoriser la fusion de GDF et Suez ? C'est très bien pour les économistes, ça leur donne un travail, et il est nécessaire, même si on peut discuter des solutions qu'ils proposent. Il est éloigné de LA théorie, il nécessite de connaître le terrain, d'apprécier la situation. C'est pourquoi je plaide pour que l'on donne plus de place à ce genre de réflexion dans les enseignements de » l'économie.

Un autre secteur où les économistes doivent opérer est celui de l'environnement. Des marchés de droits à polluer ont été créés, pour essayer de faire baisser les émissions de soufre ou de gaz à effet de serre. Mais qu'est-ce que ça veut dire un marché ? De quoi parle-t-on exactement ? Dans le cas des droits à polluer, l'Etat agit en fixant des quotas. Ça s'est fait pour les industries du soufre aux Etats-Unis, pour qu'elles négocient entre elles. Les entreprises ont commencé à négocier. Mais il y a un phénomène en économie : c'est l'incertitude sur le futur. Les entreprises se sont dit que ce droit là pouvait leur coûter très cher sur l'avenir. Elles ont commencé par s'équiper en filtres. Ce qui est arrivé, c'est que finalement la demande de droits à polluer était très limitée, et le prix des droits à polluer très faible. Mais qu'est-ce que ça veut dire « très faible » ? Ça veut dire que des technocrates ont fini par dire que ce prix n'était pas bon parce que trop faible, qu'à ce prix là les entreprises du futur estimeront que polluer ne coûte pas cher et qu'elles peuvent y aller. Ce qui est remarquable, c'est que des économistes interviennent pour augmenter le prix du droit à polluer. C'est arrivé en Europe, où il y a eu un crash du marché des droits à polluer parce que, finalement, la demande n'était pas assez forte : il y avait une offre de droit à polluer et presque pas de demande. *Le Monde* a relaté ce problème où le prix s'était effondré faute de demande. A ce moment là, l'Etat intervient en fixant le prix qui lui semble le bon selon diverses modalités. Puis on a baissé le niveau des quotas autorisés pour inciter les gens à en acheter plus. Si vous prenez les manuels d'économie, on vous dira qu'avant l'Etat intervenait, mettait des taxes pour la pollution. Puis, après, est arrivé Mr Coase, Prix Nobel, qui a dit

qu'il fallait laisser faire le marché (avec le théorème de Coase). Et le théorème de Coase démontre que, si on laisse faire le marché, on arrive à une solution optimale. Quand on regarde le théorème de Coase, il dit qu'il faut laisser les agents s'arranger entre eux. On a laissé les agents s'arranger entre eux, et on a constaté que ça ne marchait pas. Donc, il y a une espèce de marché, mais qui est constamment sous contrôle, et on veut arriver à une norme, qu'on doit alors imposer. Je pense que c'est une question très importante parce qu'elle touche à l'environnement, à notre vie. Je vous remercie de poser cette question, et je pense qu'on a besoin d'économistes qui s'en occupent. Mais, pour le moment, c'est un peu de la cuisine ; on ne sait pas bien.

Une participante – L'économie est une science, mais une science humaine. Donc, vous nous avez expliqué qu'elle se dotait de tous les outils des sciences expérimentales en général, qu'elle avait donc des moyens techniques comme la réglementation ou la monnaie depuis Aristote... Et on avait l'impression qu'on pouvait être relativement maître de certaines situations dans la mesure où on en avait les moyens. Mais, par ailleurs, vous nous avez dit – avec beaucoup de brio – que beaucoup de situations peuvent apparaître insensées, c'est-à-dire dépourvues de sens. Alors, si c'est quand même une science humaine, c'est-à-dire où une science où l'homme est à la fois sujet observant et objet observé de ses propres études, quel sens pourrions-nous récupérer, nous, dans la mesure où nous avons l'impression d'être totalement dépourvus de toute possibilité de pouvoir, de moyen d'action, et l'impression que les choses se font sans nous. Si je prends la mondialisation, c'est une machine qui marche toute seule. Où est le conducteur ? A ce moment là, est-ce que nous sommes dépossédés de nos propres histoires ? Est-ce que nous sommes finalement à la merci de situations extérieures ? Adam Smith aurait peut-être parlé de main invisible. Mais est-ce que les sociétés anonymes n'ont pas le même pouvoir ? Quels sont les moyens d'action que nous pourrions utiliser, nous, par rapport à une situation pareille ? Pour l'instant, nous sommes sujets observant, mais comment pourrions-nous avoir les moyens d'être acteurs dans un tel contexte ?

B.G. – Je n'ai parlé ni d'outils ni de science humaine. On peut être acteur. Je pense qu'il y a un exemple très simple : c'est le mouvement sur le CPE de l'année dernière. Je pense que les gens ont été acteurs dans ce cas. On gagne ou on perd, mais il y avait un enjeu économique de société. La mondialisation, c'est très complexe. C'est un phénomène qui a toujours existé, même s'il est vrai qu'il y a des gens qui peuvent en souffrir. Mais je pense que c'est un phénomène qui est par nature limité pour une raison fort simple car l'essentiel de nos dépenses sont faites auprès de gens qui sont près de nous, au sens géographique. Le plombier polonais, le jour où il vit en France, il va se faire payer au tarif français parce qu'il doit se loger en France, se nourrir, se soigner, etc. Evidemment, son patron peut payer ses cotisations sociales en Pologne, au tarif de là bas. Mais cela ne peut durer qu'un temps et, surtout, il y a les organisations syndicales, et d'autres, pour se battre contre ce qui est une forme de dumping. Si on ferme une usine à un certain endroit, on revendique, il y a des mouvements sociaux. Il

y a une pression sur les patrons et les politiques, on exige la reconversion des gens. C'est le capitalisme, avec ou sans mondialisation. On peut aussi envisager de changer de système, mais c'est là une autre histoire. L'économie n'a pas grand-chose à dire là-dessus.

Un participant – Je voudrais connaître la différence entre « libéralisme », « néo-libéralisme » et « ultra-libéralisme ». Que pensez-vous du Prix Nobel d'économie 2002 qui a été décerné à une personne qui a une formation de psychologue ou de psychanalyste, je crois ?

B.G. – Oui, c'est Kahneman. De mon temps, il y avait l'option entre libéralisme, ou capitalisme, et socialisme. Le problème, c'est que sur l'échiquier politique tout le monde est parti vers la droite. De mon temps, on défendait Marx et on critiquait Keynes et Adam Smith, en disant que c'était des libéraux, des gens qui défendaient le libéralisme. Maintenant, on défend plutôt Keynes et Adam Smith en disant qu'ils sont pour une certaine intervention de l'Etat, et puis on s'attaque à ceux qui sont contre elle, ou qui le prétendent, qu'on appelle néo-libéraux, pour les distinguer des précédents. En fait, la différence entre eux n'est que dans la nuance. C'est vrai qu'actuellement tout le monde est pour le capitalisme. C'est un peu dommage : il n'y a pas beaucoup d'alternatives. Il y a Arlette, peut-être Besancenot. Enfin... il faut chercher. Sinon, il me semble plus judicieux de parler d'ultra-libéralisme, c'est mieux parce qu'il y a ce côté ultra, des gens qui poussent très loin le bouchon, bien plus que les libéraux les plus classiques. Des gens qui comme Hayek, Friedman, partisans du laisser faire en économie, mais moins regardant sur les libertés en politique.

Dans un autre ordre d'idées, le Prix Nobel de Kahneman, c'est très intéressant. C'est quelqu'un qui a fait des études de psychologie, et qui a montré que, finalement, le choix des individus quand ils sont devant plusieurs possibilités, est difficile à faire de façon rationnelle, cohérente. Dans la théorie, on suppose que les individus sont rationnels et très calculateurs. Dans la pratique, c'est très limité parce que, fondamentalement, on fonctionne par habitude, les calculs étant bien trop compliqués : même les étudiants en économie peinent avec eux, après de nombreux cours ! Alors, le citoyen lambda ... La routine occupe une part importante dans nos sociétés. Elles sont rigides si on peut dire ça ainsi, et je pense que c'est une bonne chose. C'est parce que, quelque part, tout le monde, y compris les entreprises, pense que demain sera à peu près comme hier et comme aujourd'hui. Il en résulte une espèce d'inertie qui fait qu'il y a une certaine visibilité quant à l'avenir, ce qui permet de prendre des décisions en connaissance de cause. Kahneman a fait des expériences avec des individus et montre que, si on leur donne des choix un peu tordus, compliqués, on se rend compte qu'il y a des incohérences sur la chaîne des choix opérés. Les gens ne se lancent pas dans des calculs compliqués, ce dont on pouvait se douter et que toutes les expériences ultérieures ont largement confirmé. Pourquoi lui a-t-on donné le Prix Nobel ? Pour montrer, peut-être, qu'il y avait une certaine ouverture, pour dire que là il y a des pistes de recherche nouvelles, et qu'on va pouvoir construire de nouveaux modèles où qu'on va intégrer une méta-rationalité, ou je ne sais pas quoi. Et puis cela a ouvert la possibilité pour

certaines de chercher de nouveaux modèles (pleins de mathématiques) qui prouveraient que, dans le fond, nous calculons, mais que c'est inconscient, peut être inscrit dans nos gènes. Bien entendu, cela ne mène nulle part, mais ça donne la possibilité à certains de publier des articles, de faire carrière et de rajouter une couche au bluff des mathématiques.

Un participant – Je sais que vous êtes enseignant. J'aimerais savoir si, selon vous, l'usage de la micro-économie et l'enseignement de la micro-économie, notamment par l'usage exclusif des mathématiques, font parti d'un endoctrinement, d'une perspective idéologique ? Je corrobore par ça que l'usage de la micro-économie, actuellement, se fait à outrance par les mathématiques au détriment d'interprétations et de visions globales des mécanismes de l'économie.

B.G. – Quand j'ai parlé de dérives théoriques, je pensais évidemment à la micro-économie. Personnellement, j'enseigne la micro-économie, et je milite pour la suppression de la micro-économie. J'enseigne les mathématiques et je milite pour qu'il y ait moins de mathématiques. Je fais une différence entre la micro-économie et les mathématiques. Je pense que les mathématiques sont intéressantes dans le sens où c'est formateur. C'est bien de faire des mathématiques, ça donne une sorte de discipline de l'esprit. La micro-économie, c'est un peu ce que je disais tout à l'heure : ce sont des développements sans fin à partir d'hypothèses complètement farfelues, notamment celles de la concurrence parfaite. Alors on fait des développements mathématiques compliqués à partir d'elles. Je pense que ça n'a strictement aucun intérêt, aucun rapport avec la réalité. C'est une construction de l'esprit qui donne un côté sécurisant. Mais il y a quelques étudiants qui aiment ça, et le drame c'est que ce sont eux qui sont sélectionnés à l'université parce que, comme ils aiment ça, ce sont de bons élèves. Après, ils vont faire un doctorat pleins de petits calculs, puis ils vont devenir professeurs et, en tant que tels, ils vont évidemment enseigner ça. Il y a auto-reproduction au sein de la profession, et c'est un problème sérieux : si ça ne servait qu'à spéculer, ce serait un moindre mal, mais ça détourne de la réalité. La majeure partie des étudiants n'aiment pas ça. Et les études d'économie, c'est un lieu où les étudiants se demandent souvent ce qu'ils font là (pas tous, mais une bonne partie). Ça fait plus de 30 ans que j'enseigne, j'ai dû avoir quelque 40.000 étudiants. J'en rencontre parfois dans la rue et, quand je leur demande ce qu'ils font dans la vie, et bien ils ont des métiers très divers, la plupart du temps qui n'ont pas de rapport, ou un rapport lointain, avec l'économie. Le dernier que j'ai rencontré, il a peu, chante dans l'opérette le « Chanteur de Mexico » ! Je suis pour qu'on enseigne modérément la micro-économie, dans le cadre d'un cours général sur l'histoire de la pensée économique, parce que ça détourne de l'étude des problèmes concrets. L'étude des problèmes concrets, ça ne crée pas de certitudes, et il y a quelque-chose de désagréable à ne pas avoir de certitudes. La micro-économie semble en donner, mais elles sont trompeuses. C'est pour cela aussi que je suis pour qu'elle ne soit enseignée qu'en tant que curiosité, et que plus de temps soit consacrée à tirer des leçons de l'étude de la réalité économique, au monde tel qu'il est.

Un participant –J'ai besoin d'un éclaircissement sur le problème évoqué de la dette. Je suis ignare en la matière, mais je veux bien imaginer qu'une dette ne soit pas fondamentalement mauvaise en soi. Mais, par contre, l'argument que vous nous avez donné, je ne l'ai pas du tout compris : « Moi, à mes enfants, je ne vais pas leur léguer une dette mais des titres. ». En nous disant ça, vous nous avez expliqué que vous êtes du côté des possédants, et que les générations futures auront à cotiser pour le budget de l'Etat et que, si la dette augmente, il y aura une part de plus en plus importante du budget de l'Etat qui sera consacrée à rémunérer les possédants. En fait, j'ai l'impression que vous nous avez démontré – peut-être – l'inverse de ce que vous souhaitiez, en tout cas de ce que je m'attendais à entendre. J'ai l'impression que vous nous avez expliqué que la dette était un excellent outil d'injustice sociale. Donc, je suppose qu'il y a quelque-chose que je n'ai pas compris. J'ai besoin de votre éclaircissement là-dessus.

Deuxième point, concernant le lien entre idéologie et économie, vous avez dit qu'une idéologie était un « ensemble de croyances ». On pourrait aussi dire « ensemble d'hypothèses », « ensemble d'axiomes » selon les matières. Est-ce qu'il est possible d'élaborer un modèle économique en dehors de tout ensemble d'axiomes, en dehors de toute idéologie ? Est-ce qu'on a des cas dans les élaborations théoriques ?

B.G. – Non, bien sûr que non ! Je vous ai dit : même chez les scientifiques, *a priori* on a des croyances (Hume parle de croyances). L'idéologie est un mot plus fort, car c'est une croyance *a priori*, à laquelle on est très attaché et que, même devant des faits qui vont à son encontre, on ne veut pas lâcher – ou, du moins, qu'il en coûte beaucoup de lâcher. Je vais prendre l'exemple de la concurrence parfaite. Quand on remarque que ses hypothèses sont absurdes, qu'elles n'ont rien à voir avec un quelconque marché, que c'est un modèle centralisé, on s'entend répondre : « Oui, bien sûr. Tu as raison. Mais quand même, on ne peut pas trop le dire parce que sinon on ne peut plus rien faire », et on continue comme de si rien n'était. L'idéologie est trop forte, et on préfère garder les mêmes croyances rassurantes. En fait, personne, ne peut échapper à l'idéologie. Si je me suis battu contre le CPE, c'est parce qu'*a priori* je pense que ça ne va pas augmenter l'emploi. Mais même si on me disait que ça allait augmenter l'emploi, et bien je demanderais si ça vaut la peine d'augmenter l'emploi pour 3% de personnes, alors que la situation du reste des travailleurs, la grande majorité, auront un statut plus précaire. J'ai des enfants qui ont été dans des situations de ce type là et c'était l'angoisse. Ils ne savaient pas très bien si on allait prolonger leurs contrats, etc. Alors, est-ce que ça vaut la peine, même si on augmente un peu l'emploi ? C'est une position de repli, non dite, mais qui conforte mon opposition au CPE, parce que je suis profondément persuadé que c'est une mauvaise chose, sans pouvoir le prouver sans conteste. Il vaut mieux afficher ce que l'on croit, en expliquant éventuellement pourquoi, plutôt que d'assener des pseudo certitudes enrobées dans des mathématiques douteuses.

En ce qui concerne la dette, c'est très simple. Ce que je vous dis, c'est que quand les générations futures arriveront, elles pourront si elles le veulent augmenter les impôts des riches, et leur racheter avec cela les titres de la dette qu'elles détiennent. Le problème fondamental là-dedans, c'est bien ce que vous dites : c'est la répartition, la justice sociale si on veut. Et cette question, en économie, a disparu, notamment dans les études universitaires. Aujourd'hui, on ne parle plus que d'individus, d'entrepreneurs et autres, mais pas de répartition. Dans les discours de Ségolène Royal ou de Dominique Strauss-Kahn, ça n'apparaît pas non plus. Il n'y en a plus que pour les patrons des PME. Et pourtant il y a un problème de répartition. Moi-même, grâce à Sarkozy, j'ai gagné presque un mois d'impôts. Merci Sarkozy ! Je trouve ça lamentable. Donc, la génération future peut très bien augmenter l'impôt sur le revenu des riches pour faire baisser la dette. Or ce qui est fait actuellement, c'est au contraire de baisser l'impôt sur le revenu des plus riches. Le problème, là, c'est un choix politique, et la génération future fera ce qu'elle veut. On lui laisse la possibilité de décréter, de choisir ce qu'elle veut faire de cette dette qui, je le rappelle, se traduit par des créances pour certains. Elle n'est pas obligée de l'accepter. Il y a là un choix politique : qui va-t-on faire payer ? Quelle catégorie sociale, plutôt qu'une autre, va payer des impôts ? La tendance actuelle, c'est d'alléger les couches les plus riches sous l'argument que sinon ils vont fuir, qu'ils vont aller en Angleterre... et toutes ces imbécillités. Dans *Le Monde* récemment, on notait que le pays le plus exportateur d'étudiants, c'est l'Angleterre, et que 25% des Anglais auraient aimé naître Français ! On nous bassine avec les gens qui vont à Londres, mais il y a tous les gars en Angleterre qui veulent s'en aller. C'est le pays d'Europe d'où le plus de gens veulent partir. Enfin, c'est un autre problème.

Une participante – Je veux revenir sur ce que vous disiez au niveau du CPE, parce que je crois que ça pose une question qui est plus importante. Je suis juriste, et les économistes nous bassinent les oreilles avec l'efficacité économique des règles. Vous parliez des études de l'OCDE sur la flexibilité du marché du travail. On a comparé les systèmes de règles de licenciement dans différents pays pour montrer que, dans les pays où c'était soi-disant plus souple, effectivement, il y avait plus d'emploi. Je trouve que ça pose un problème très redoutable parce que je ne suis pas tout à fait sûre que les règles puissent être appréciées, quelles qu'elles soient, uniquement d'un point de vue économique. Je pense qu'au contraire un système juridique est le fruit d'une tradition historique, de traditions sociales, fondamentalement de choix politiques. Par exemple, sur le CPE, c'était une lutte politique, un choix politique qui était de ménager la sécurité de l'emploi. Je voudrais savoir comment vous pensez ce rapport entre le discours économique et les choix de règles qu'on peut être amené à faire. Je le dis d'autant plus que le Premier Président de la Cour de Cassation est en train de former ses magistrats à l'efficacité économique des décisions qu'ils ont à rendre. Ils n'ont pas été formés pour ça, et c'est extrêmement difficile de pouvoir apprécier l'efficacité économique d'une décision qu'on rend à partir d'un cas particulier. Je pense que ça pose un problème grave, finalement.

B.G. – Si on prend en France la mouvance la plus orthodoxe des économistes, ce qui est à la mode, c'est de taxer les licenciements. A une époque licencier était plus difficile, parce qu'il fallait l'autorisation administrative de licenciement. On l'a supprimée, et rien n'a changé, malgré les promesses du patronat. On a ensuite mis en place des contrats plus flexibles, et cela n'a pas augmenté l'emploi. En fait, dans le chômage il y a aussi une question de type de société. S'il y avait en France autant de gens dans la restauration qu'aux Etats-Unis, il n'y aurait plus un seul chômeur. Mais est-ce mieux manger dehors que de cuisiner chez soi ? En fait, les jeunes ne veulent pas faire un travail de merde. Comme il existe un système de valeurs familiales, souvent ils s'arrangent, il n'y a pas en France la pression sociale pour abandonner la demeure familiale à la fin des études secondaires, comme aux USA ou en Suède, par exemple. Si vous voyez statistiquement le taux d'emploi en France, alors là aussi il y a un problème. C'est là où on voit le rôle de l'idéologie, quand on dit que parmi les jeunes 25% ou 23% sont au chômage. Le problème, c'est qu'on ne prend pas en compte la population scolarisée. Si on prenait en compte l'ensemble de la population pour comparer avec les autres pays, en réalité on serait dans les mêmes proportions. En fait, est-ce 8% ou 23% ? Si on prend la population dans son ensemble, il n'y a pas un problème de jeunes spécifique en France par rapport aux autres pays d'Europe. Elle est dans la moyenne européenne. Ensuite, si vous prenez la tranche de 25 à 55 ans en France, le taux d'emploi est plus élevé que dans la moyenne européenne. Si vous allez aux Etats-Unis, il y a quelqu'un qui va couper le gazon du voisin ; vous allez au supermarché, vous avez quelqu'un qui vous aide à remplir vos sacs. Il y a un tas de petits boulots comme ça aux Etats-Unis. Alors les gens ne sont pas chômeurs. Le pays de l'OCDE où le chômage est le plus faible, c'est le Mexique, avec 3,5%. Si on voit ce qui se passe au Mexique, on constate qu'il y a beaucoup de personnes qui vendent les objets les plus divers dans la rue, ceux qui font les saltimbanques devant les feux rouges, etc. Le chômage est très faible parce qu'il y a un tas de gens qui font des travaux informels : pas de « charges » dans ce cas ! C'est la flexibilité totale ! Il faut savoir ce que l'on veut. Quand il y avait la campagne électorale, les Américains disaient « Les Français ont 5 semaines de vacances, ne travaillent que 35 heures par semaine ... mais qu'est-ce qu'ils font pendant tout leur temps libre ? ». Il y a l'idéologie du travail. Mais, en France, les gens n'ont pas envie de faire des sales boulots pour être payé des cacahouètes. En Suède, le gouvernement a perdu les élections, et pourtant il y a à peine 5% de chômage. Il les a perdues sur l'emploi. Pourquoi ? Parce que il était notoire que beaucoup de personnes avaient un boulot pour camoufler le chômage, dans le genre des emplois aidés en France, pour des associations, etc. L'opposition a fait valoir qu'en réalité il y avait 20% de chômeurs, avec un discours du genre : il y a trop d'assistés, de gens qui ne font rien et qui vivent sur le dos de la communauté. C'est un vieux fantasme – qui concerne évidemment les autres, chacun trouvant que les « assistés » de sa famille le sont à juste titre – mais cela a pris. Parce qu'en Suède, il y a aussi le discours sur le travail, on surveille ce que fait le voisin. Chaque pays a ses règles, sa culture, ses traditions et c'est dans cette perspective aussi qu'il faut juger la question du chômage, notamment que les gens, notamment les jeunes, acceptent de faire n'importe quoi ou pas.

Une participante – Vous avez dit, tout à l’heure, que les économistes, finalement, avaient peu d’impact, que ce qu’ils faisaient avait peu d’importance, sauf les prophéties auto-réalisatrices. Par contre, je me demande si des gens comme Friedman, l’Ecole de Chicago, etc. n’ont pas eu une influence sur la transformation du GATT en OMC, sur la mondialisation.

B.G. – Le problème, c’est qu’en fait ils traduisent l’air du temps. Un type comme Friedman a gesticulé pendant 20 ans sans que personne ne fasse attention à lui. Et puis, tout-à-coup, est arrivée la bande Reagan-Thatcher, et ils ont eu besoin d’aller chercher des justifications à leur politique. Donc, pour justifier leur politique, ils vont dire qu’il y a un monsieur qui s’appelle Friedman, qui a fait un tas de modèles mathématiques – on n’y comprend rien, c’est très compliqué – mais il a le Prix Nobel, il est très sérieux et il dit qu’il faut privatiser, fixer une règle constante pour la monnaie et laisser faire le marché. Les économistes servent de faire-valoir. Mais ce n’est pas eux qui provoquent le phénomène. Quand on en a besoin, on va les chercher. Ils ne sont pas tous d’accord entre eux, même au sein du courant dominant. Par exemple, aux Etats-Unis, il y a une grande rivalité entre les universités de Chicago et de Harvard. Selon que l’on est favorable à un certain interventionnisme de l’Etat ou pas, on va chercher un économiste célèbre (si possible « Prix Nobel ») à Harvard ou à Chicago. On prend le Mr Machin qui a montré les choses qui vont dans le sens de la politique que l’on veut mener. Après, on peut trouver Mr Truc qui a montré qu’en fait les thèses de Mr Machin sont loin d’être prouvées, qu’il y a beaucoup de contre-exemples, etc., et on laisse tomber Mr Machin. Par exemple, à l’époque de Nixon ou de Giscard d’Estaing, tout le monde se disait Keynésien, réformiste mais pas dans le sens actuel – les réformes devaient empêcher la révolution. Ce qui signifie, pour l’Etat, interventionniste. Quand la mode et le rapport de force entre groupes sociaux ont changé, qu’il n’y avait plus la menace communiste, Giscard et bien d’autres se sont dits libéraux ... parce que tout le monde a commencé à le faire, en dénigrant Keynes, notamment. On a été cherché Friedman à ce moment là. L’air du temps a changé et on va tous pouvoir trouver, quelque-part, son gourou. En fait, dans la pratique, l’interventionnisme qualifié de keynésien demeure : les modèles utilisés actuellement pour évaluer les politiques économiques sont fondamentalement les mêmes que ceux des années 1960-1970, pour une raison fort simple : les monétaristes et leurs successeurs proposent ... de laisser faire, donc pas de politique économique active ! On les laisse causer, pour la galerie, mais l’Etat continue à intervenir à tour de bras. Ceux qui nous dirigent ne sont pas idiots : ils savent bien que ne pas intervenir mène au chaos. Mais il leur faut des gens qui mettent en avant les vertus de la liberté, surtout sur le soi-disant marché du travail.

Un participant – (*Question écrite lue*) J’ai enseigné l’économie pendant 35 ans en lycée avec un enthousiasme très fort au début, puis décroissant progressivement, pour terminer dans le doute. Quelle peut être la place actuelle d’un professeur honnête auprès des adolescents ?

B.G. – La place que peut avoir un professeur, c'est de leur apprendre à réfléchir. Et surtout pas de faire toujours référence à la pensée de tel ou tel « grand nom ». Personnellement, je dis à mes étudiants en début de cours : je ne vais pas vous apprendre grand chose de nouveau, mais mon objectif est de vous inciter à réfléchir de par vous même, à ne pas avaler ce qu'on vous raconte ou que vous entendez de ci et de là, même de la bouche de soi-disant experts. Prenons le problème de la dette : est-ce que c'est la dette de la France, ou est-ce que c'est la dette des administrations publiques ? A qui va cette dette ? A qui va cette créance ? En quoi elle peut être un « fardeau pour les générations futures » ? Prenons le problème des retraites. Il faut voir le problème des générations présentes, futures ; comment ça se présente : actif/inactif. Y a-t-il une différence fondamentale entre répartition et capitalisation ? Celle-ci permettra-t-elle d' « amortir » le choc démographique ? Quel est l'impact de la mondialisation ? Est-ce qu'elle nécessite qu'on travaille chaque fois plus, et de plus en plus dur ? On peut répondre à ces questions en utilisant le seul bon sens, ainsi que la connaissance de faits notoires pour tout le monde. Il est vrai qu'à l'université nous avons une liberté que vous n'avez pas : c'est nous qui faisons les examens ! Vous devez vous plier aux « programmes », et préparer les élèves au bas. C'est assez dramatique de voir les manuels du secondaire, qui reproduisent évidemment le discours ambiant. Actuellement, il y a deux ou trois dictionnaires du secondaire qui disent « Qu'est-ce que la concurrence parfaite ? ». Alors, on sort la bêtise habituelle que la concurrence parfaite suppose la « transparence », l' « homogénéité », l' « atomicité » et d'autres choses qui ne veulent rien dire de précis. Il y a, il est vrai, ceux qui disent « Selon Bernard Guerrien, la concurrence parfaite, c'est que les prix sont donnés à l'individu, à l'entrepreneur, etc. ». Je ne suis pas mécontent de constater qu'à la longue mon discours passe (je ne dit en fait que des choses évidentes : jamais personne ne m'a contesté sur le fond), mais en même temps on garde les deux définitions qui sont absolument contradictoires. Je me demande comment réagit le lecteur ... Pourtant, la concurrence, c'est important en économie ! Il est vrai que l'économie qu'on fait dans les lycées est assez éclectique et je suis pour qu'on continue comme ça avec un métissage avec la sociologie. Le point de vue est pluraliste, et cela est essentiel. Les enseignants en SES font du bon travail : heureusement qu'ils sont là, parce que les étudiants qu'ils ont formé ont un certain recul, ce qui est rare en Europe – ne parlons pas des Etats Unis ... C'est pourquoi il faut défendre la section SES, contre ceux qui veulent la supprimer par ce que trop critique, et contre ceux qui veulent y introduire des embryons de microéconomie. Dans ce dernier cas, pour mener la bataille il faut être convaincu qu'elle ne sert à rien. J'espère vous avoir fourni quelques arguments dans ce sens, même si c'est dans le désordre...

Toulouse, le 18 novembre 2006